

MERCREDI 5
AVRIL 1995

150 F CFA • 25^e ANNÉE • N° 7455

FRANCE 6 FF • CÔTE D'IVOIRE 250 F CFA
GABON 350 F CFA • CAMEROUN 300 F
CFA • GUINÉE / TOGO / BURKINA FASO •
MALI 250 F CFA • ISSN 0850/0703

Le soleil

Créer des richesses

C'est la voie obligée vers la prospérité
qu'ambitionne Abdou Diouf pour le Sénégal

Editorial

Quand vient l'appétit

C'EST de vocation : le message du chef de l'Etat à l'occasion de la fête nationale est toujours un message d'espoir, une projection sur l'avenir à partir de ce que nous avons accompli. Il était donc naturel, lundi soir, pour le président Abdou Diouf, d'aborder les grands thèmes de la démocratie et du consensus dans le pluralisme, du primat de la culture et de son rayonnement, de l'optimisation de notre système éducatif, de la paix et de l'équilibre des régions dans un développement harmonieux, de notre résistance aux aléas de la conjoncture et de la remise en ordre de notre économie.

Dans tous ces domaines - y compris celui des tensions dans la région de Ziguinchor, qui, si elles sont graves, restent tout de même surmontables - dans tous ces domaines, les avancées s'imposent comme évidentes, indéniables. Le président a raison de s'en féliciter. Nous sommes là, cependant, en quelque sorte en terrain connu où, certes, rien ne saurait être définitivement acquis, mais où la seule exigence se ramène à raffermir, à consolider et à parfaire ce qui n'est, au fond, qu'un cadre. Je veux dire un environnement, indispensable bien sûr, capital même, mais somme toute insuffisant dès lors qu'il est question de réaliser l'objectif de toute politique véritable de promotion de l'homme : sortir le citoyen des angoisses de la survie et l'installer dans les préoccupations de mieux-vivre, d'accomplissement.

C'est ici que le message du président Abdou Diouf se révèle comme optimiste et novateur. Ce n'est pas par hasard qu'il traite d'emblée des orientations et de la stratégie économiques du gouvernement. Il n'est point indifférent, non plus, qu'il rappelle, dans cette stratégie, d'une part la place centrale faite à l'entreprise et à l'initiative privée; d'autre part le rôle recentré de l'Etat autour de sa fonction de

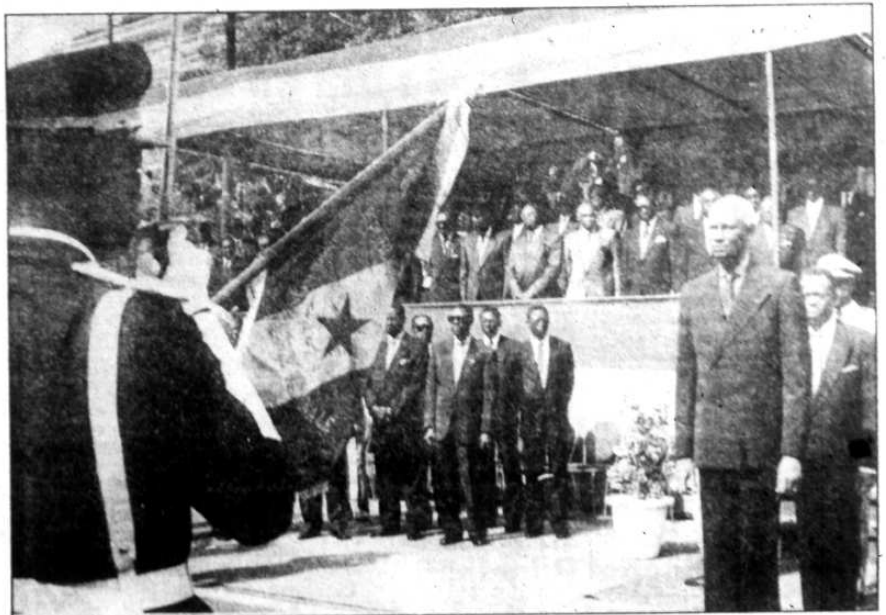
régulation et autour de sa vocation sociale irremplaçable. (Notons au passage l'importance, dans l'accomplissement de cette vocation, de l'impôt, nécessaire et assumé mais mieux réparti et libérateur, non étouffant).

Mais au-delà de ces réaffirmations, le président pose avec force et conviction que tout cela n'est qu'un moyen, le meilleur cependant, de rassembler... les moyens de la prospérité. « Nous devons tendre tous nos efforts vers la création de richesses », exhorte-t-il. Tel est bien l'impératif majeur, la voie royale et obligée. Il n'y a pas, en effet, fatalité du sous-développement. Il y a seulement des choix à faire, choix de liberté et d'initiative, et aussi, nécessairement des élan à susciter et à maintenir. Toutes ces économies dites émergentes, tous ces pays de nouveaux miracles, nous en fournissons la preuve éclatante et tentante. Créer des richesses doit donc devenir notre leitmotiv, notre obsession individuelle et collective, notre rage. C'est d'ailleurs là le lieu d'un réel consensus, plus large, remarquablement, que le consensus politique. Car, s'il se trouve qui en discutent les motivations, voire des choix tactiques ; personne ne pense que nous pourrions nous en sortir si nous ne produisons pas des richesses.

Lorsque chacun s'y met, tout se multiplie en une synergie de la prospérité, et cette prospérité même, on le sait, nous rend plus exigeants, par là contribue à améliorer l'environnement politique et culturel global. En cette matière, le plus difficile c'est de commencer. C'est-à-dire d'amener chacun, du moins le plus grand nombre, à se retrouver les manches avec conviction et détermination. Les gains feront le reste ; ils seront la meilleure incitation à travailler encore et encore. Que le président se rassure : la mystique sera aidée par l'appétit !

Ibrahima GAYE

La célébration du 35^e anniversaire de l'indépendance, qui a eu lieu dans la sobriété, a été marquée à Dakar par une prise d'armes présidée par le chef de l'Etat (notre photo). Celui-ci avait, la veille, invité les Sénégalais à faire du travail une mystique en vue de créer des richesses. « Dans cinq ans, si nous réussissons ce que nous avons engagé », a dit le président, cette ambition sera réalisée. PAGES 4-5-6



L'adresse du chef de l'Etat

Sénégalaises, Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Demain, 4 avril, nous fêterons le 35^e anniversaire de notre Indépendance. Nous le ferons dans la simplicité et la sobriété. Mais, comme toujours, ce sera aussi avec la solennité qui s'attache à l'événement et, disons-le, avec une grande fierté. Pour ma part, c'est d'abord ce sentiment que j'éprouve ce soir, en regardant le chemin que nous avons parcouru depuis l'année dernière.

Vous vous souvenez qu'à pareille occasion, je vous invitais à une mobilisation nationale pour tirer tout le parti possible du changement de parité du franc CFA. Relever le défi et sortir renforcé de l'épreuve exigeait alors de toutes les filles et de tous les fils de notre pays, une aptitude au dépassement et une adhésion aux vertus de la concertation.

De ce point de vue, je dois dire que la période écoulée a largement répondu à mon attente, marquée qu'elle est par une volonté de dialogue, de la part de tous.

Dans l'ensemble, les effets sont pour le moins encourageants, notamment pour ce qui est de la situation économique et financière du pays.

SUITE EN PAGE 4



FETE DE L'INDEPENDANCE

L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

Elever le travail au rang de mystique

A l'occasion du 35e anniversaire de l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale, le président de la République, M. Abdou Diouf, s'est adressé, lundi soir, à la nation. Il a parlé des résultats obtenus en vue d'une relance de l'économie avant d'inviter la nouvelle équipe gouvernementale à orienter sa capacité d'imagination autant vers le social que vers l'économie. Le chef de l'Etat lance aussi un appel aux Sénégalais pour qu'ils élèvent le travail au rang de mystique afin de créer des richesses.

- Suite de la page 1

Le défi immédiat était celui de l'inflation. Il est heureux de constater que tous les partenaires ont vite compris les risques d'une dérive et accepté les sacrifices nécessaires à la confortation des gains de compétitivité nés de la dévaluation. Ainsi, la hausse des prix a été contenue en dessous de l'objectif.

L'activité réelle a également connu plus que des transmissions dans des pans entiers de notre économie qui étaient auparavant en difficulté ; de nombreuses réouvertures d'entreprises et de multiples créations nouvelles singulièrement dans les PME-PMI, ont eu lieu.

De même, l'assainissement des finances publiques s'est poursuivi dans l'esprit du plan d'urgence, avec la recherche d'une mobilisation plus efficace des recettes et une rationalisation des dépenses à même de dégager une épargne suffisante pour couvrir les investissements prioritaires. Cela a permis de rembourser plus des deux tiers des arriérés intérieurs certifiés.

Enfin, nos échanges avec l'extérieur se sont fortement améliorés grâce à une baisse en volume des importations et une hausse des exportations en volume et en valeur.

Par ailleurs, un train de réformes de politique économique, sans précédent sur une si courte période, a été défini et mis en œuvre dans le sens du renforcement du secteur privé, celui-ci a ainsi bénéficié de conditions d'un meilleur épanouissement ; à travers la promotion de la concurrence et la levée des monopoles, la libéralisation et la flexibilité accrue des facteurs de production.

Il s'agit maintenant de consolider et d'améliorer tous ces résultats en vue d'une relance de l'économie sur la voie d'une croissance forte et durable.

Cette ambition légitime appelle la mise en place d'une cadre fiscal notat et de procédures rationalisées et simplifiées pour l'investissement et les exportations ainsi que la poursuite du processus d'élargissement du champ des privatisations.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé, entre autres mesures, la réforme du Code des investissements et de la zone franche ainsi que la création d'une fondation du secteur privé.

L'Etat s'est recentré sur la gestion des problèmes transversaux de l'économie et sur l'amélioration des conditions de vie des populations, pour mieux résoudre les problèmes de toujours comme celles de l'énergie, de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de l'habitat, des infrastructures, sans oublier l'emploi, l'environnement, la promotion de la femme et de l'enfant et les problèmes de population.

Efforts et rigueur

Sur chacun de ces fronts, des progrès notables nous sont nécessaires. Une imagination constamment tendue vers la recherche de solutions à la fois ambitieuses et réalistes, nous permettra de les obtenir. La volonté de la susciter et de l'entretenir, de tout temps, sous tend la démarche politique. Clairement perceptible dans la composition du gouvernement de juin 1993, elle a également inspiré le réajustement gouvernemental du 15 mars 1995.

De fait, j'ai invité la nouvelle équipe à orienter sa capacité d'imagination autant vers le social que vers l'économie. Mais le succès sur les différents fronts qui ont été ouverts exige également de chacun d'entre nous plus d'efforts et de rigueur, en un mot plus de travail.

J'ajoute donc chaque Sénégalais et chaque Sénégalaise à adhérer à ce à quoi nous invitent nos religions et notre héritage culturel : élever le travail au rang de mystique. C'est qu'en ce monde devenu, pour le meilleur et pour le pire, « global » comme l'on dit, d'interdépendance et de compétition à la fois, rien ne nous sera donné que nous ne nous soyons nous-mêmes en position de conquérir. Nous devons donc compter, d'abord sur nous-mêmes et tendre tous nos efforts vers la création de richesses ; à nous tout aussi optimiser la mobilisation des res-

sources internes au sein des ménages, dans les entreprises et au niveau de l'Etat.

A cet égard, le paiement de l'impôt doit devenir de plus en plus un geste spontané du contribuable payant sa dette à la collectivité organisée en Etat économe et sobre. C'est une question de civisme pour chaque citoyenne et chaque citoyen. C'est aussi, pour l'Etat, une question d'autorité ; le gouvernement prendra, à ce sujet, les mesures qui s'imposent.

C'est également l'occasion pour moi de souligner l'importance que j'accorde à une plus grande promotion de l'entreprise ; ce sont des entreprises solides, responsables et performantes qui assurent la relance économique et le développement durable que nous prônons. L'Etat, les chefs d'entreprise et les travailleurs ont le devoir impérieux de renforcer leur partenariat au service de l'économie sénégalaise.

Mes chers compatriotes, A l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de nouvel an du gouvernement, je disais toute ma satisfaction de constater que, pour ce qui concerne la culture, notre pays avait su répondre au rendez-vous du génie inventif, de la créativité et de l'affirmation de soi. C'est que je voyais, dans l'indéniable rayonnement de la création artistique sénégalaise, son caractère avante-plaire pour bien des domaines de la vie économique et socio-culturelle. J'y voyais, en particulier, toute la signification qu'il pouvait revêtir, toute la force du message dont il pouvait être porteur, sur tout à l'endroit de la jeunesse.

Participer de ce rayonnement culturel, les rendez-vous auxquels, périodiquement, notre pays convie, avec un succès toujours plus ample, artistes, cinéastes, hommes et femmes de culture, pour venir de partout célébrer avec nous la fête de la création. Je veux parler de la Biennale de Dakar.

Voie de l'excellence

A ce propos, j'ai moi-même demandé au ministre de la Culture, et à tous ceux qui se sont engagés, avec dévouement et générosité, à assurer la réussite de cet événement de portée internationale de tout mettre en œuvre pour consolider et renforcer les acquis. Ceux-ci sont indéniables : il s'agit d'abord, au bout de deux éditions, d'une expérience réelle de tous ceux qui se sont mis au service de cette idée. Il s'agit également d'une crédibilité certaine de la Biennale auprès des artistes, hommes et femmes de culture, de notre pays et du monde entier, ainsi qu'auprès des partenaires et organismes bailleurs de fonds qui ont accepté d'être à nos côtés pour appuyer nos efforts et contribuer au succès de cette manifestation.

En ma qualité de protecteur des arts et des lettres, je veillerai à ce que la culture toujours continue d'éclairer notre chemin.

Sur ce chemin, sans doute ardu et difficile, il est de bonnes raisons d'espérer. C'est ainsi que le sursaut salutaire de l'école sénégalaise, qui s'efforce de mettre en avant, malgré les difficultés réelles qu'impose la situation, les valeurs académiques, devrait lui permettre, très vite, de retrouver la voie de l'excellence.

Au reste, les brillants résultats qui sont aujourd'hui ceux des élèves sénégalais qui préparent les concours d'entrée dans les grandes écoles, auxquels je demeure très attentif, sont la preuve que notre système éducatif ne s'est jamais véritablement éloigné de cette voie, malgré la tourmente qu'il a connue ces dernières années. Et je suis heureux que notre pays puisse renouer avec la tradition de l'organisation du concours général, pour nous offrir dans quelques semaines, l'occasion de fêter et d'honorer une jeunesse scolaire méritante et attachée au culte de l'effort.

Avec le retour de la semaine nationale de la Jeunesse qui fait désormais une part égale à la culture comme l'indique son intitulé, nous renouons ainsi, notre capacité à relever les défis du siècle qui vient.

Cela est d'autant plus vrai que cette jeunesse scolaire ou non, urbaine et rurale, se refuse à la désespérance. En cette veille de fête nationale, je lui dis qu'elle a raison car, en définitive, tout ce que nous entreprenons vise à lui léguer un Sénégal uni, solidaire et prospère ; le souci de lui donner les moyens de conserver cet héritage et d'assumer son destin oriente également nos actions.

Parler de notre jeunesse et de notre héritage, me fait toujours penser à notre amorce qui symbolise, si admirablement, la nation sénégalaise.

Elle est restée fidèle à sa réputation et, partout où le devoir l'appelle, continue à faire notre fierté. Elle mérite amplement, cette année encore, l'hommage qu'en votre nom j'ai plaisir à lui rendre solennellement.

Volonté de paix

Je lui exprime aussi notre reconnaissance, car c'est à son courage, à son professionnalisme et à son dévouement, que nous devons cette paix qui nous permet de poursuivre nos efforts de développement. Mais en disant cela, je n'ignore pas combien nous est précieuse la volonté de paix qui anime nos voisins. En vérité, elle nous est indispensable à bien des égards. Fort heureusement nos relations sont harmonieuses avec tous les pays de notre sous-région et empreintes du même esprit de solidarité. Nous pouvons ainsi faire de la construction de notre avenir notre première priorité.

Mes chers compatriotes, Qui ne voit la place que doit occuper, dans cette entreprise, l'amélioration de la situation des enfants ? Elle doit être centrale, à mes yeux. Voilà qui explique l'importance particulière que j'attache au respect de nos engagements en faveur de la survie et du développement de l'enfant. Comme je l'ai déjà annoncé au Conseil des ministres, il s'agit de tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs contenus dans notre programme national.

L'avenir, c'est aussi, c'est surtout le développement harmonieux de toutes les régions du Sénégal. Certes, l'une d'elles, si chère à nos cœurs, connaît depuis quelques semaines des troubles créés par des éléments incontrôlés. Mais cela ne nous détournera pas du processus de dialogue et de paix dans lequel toutes les parties sont maintenant engagées. Il ne fera faillir la détermination de l'Etat à assurer sa mission de protection des populations.

Par ailleurs, les promesses faites seront tenues ; en particulier, l'ensemble des lois relatives à la régionalisation sera soumis à l'Assemblée nationale dès sa prochaine session ordinaire.

Tout conduit donc à penser que c'est un Sénégal nouveau qui commence à se dessiner sous nos yeux. Ses contours sont encore à façonner.

Mais le gouvernement du large rassemblement et d'ouverture dont notre pays est aujourd'hui doté nous indique que le Sénégal restera, à coup sûr, une démocratie avancée et vivante.

Expression d'une volonté partagée de construire un consensus durable, l'avènement de ce gouvernement rassemble, en même temps, l'aptitude notre peuple à opérer les sursauts que commandent les impératifs de l'histoire. Ce n'est pas son moindre mérite.

Préserver le consensus

A un jet de pierres du prochain millénaire, le cap est ainsi fixé et l'horizon dégagé pour nous permettre de mieux réviser, ensemble, les paris qui sont devant nous.

Dépendant, autant nous devons veiller à préserver le consensus né de nos convergences autant nous devons, avec une détermination accrue, garder le souci constant de garantir, à l'opposition politique, la pleine puissance de ses prérogatives et de ses droits inaliénables. Car, il n'y a pas de démocratie forte sans une opposition crédible qui assume pleinement sa fonction d'alerte et de critique de l'action gouvernementale, lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Le rôle de la presse est tout aussi important. Je voudrais, à cet égard, me réjouir des progrès remarquables enregistrés dans le processus de diversification de notre paysage médiatique. Dans ce domaine comme dans d'autres, il nous faut continuer à faire preuve



d'audace et d'imagination. J'invite donc les professionnels de la communication et nos opérateurs économiques, à s'intéresser à ce secteur qui constitue un enjeu stratégique pour notre avenir.

Je pense aussi à l'apport fécondant qui pourrait être celui de nos intellectuels, plus fréquemment sollicités pour poser leur regard si lucide et si généreux sur les questions d'intérêt national.

En effet, la véritable chance des démocraties, c'est précisément, leur capacité à donner un sens au débat public, à enseigner les vertus de la tolérance, de l'émulation saine, de l'effort permanent et du dépassement que seuls rendent possibles le pluralisme des idées et l'expression libre et sans entraves des opinions.

Si mon ambition pour le Sénégal est restée entière sur ce point, c'est que je

demure convaincu que le destin de notre pays est l'affaire de tous. Pour conforter le progrès social et l'unité nationale, nous avons besoin de l'expertise de l'intelligence et de la sagesse de tous.

Mais je le redis avec force, cette mobilisation nous est tout aussi nécessaire si nous voulons faire du Sénégal un pays de développement qui ouvrira la voie du passage de l'Afrique de la pauvreté à la prospérité.

Dans cinq ans, si nous réussissons ce que nous avons engagé, ce rêve pourra devenir réalité. Vivons-le donc, dès demain, comme une ambition Sénégalaise. Sénégalais, hôtes étrangers qui vivez parmi nous, bonsoir et bonne nuit !

Le titre et les intertitres sont de la rédaction.

MESSAGES DE FELICITATIONS

Les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les responsables d'organisations internationales suivants ont envoyé un message de félicitations au président Abdou Diouf à l'occasion de la célébration de la fête nationale du Sénégal.

S.E.M. François Mitterrand, président de la République française ; S.E.M. William J. Clinton, président des Etats Unis d'Amérique ; Sa Majesté Juan Carlos 1er, Roi d'Espagne ; Sa Majesté Elisabeth II, Reine d'Angleterre ; S.E.M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie ; Le Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Fahd Ben Abdel Aziz Al Saud, Roi du Royaume d'Arabie saoudite ; S.E.M. Elias Hraoui, président de la République libanaise ; S.E.M. Zayed Bin Sultan Al Nahayyan, président des Emirats arabes Unis ; S.E.M. Sali Berisha, président de la République d'Albanie ; S.E.M. Mohamed Hosni Mubarak, président de la République Arabe d'Egypte ; S.E.M. Thomas Klestil, président fédéral de la République d'Autriche ; Sa Majesté Hussein Ben Talal, Roi du Royaume Hachémite de Jordanie ; S.E.M. Václav Havel, président de la République Tchèque ; Le Duc Anh, président de la République socialiste du Vietnam ; S.E.M. Maabouya Ould Sid Ahmed Taya, président de la République islamique de Mauritanie ; S.E.M. Meles Zenawi, président du gouvernement de Transition d'Ethiopie ; S.E.M. Seehofer, président de la République d'Indonésie ; M. Akeredolu Jignauth, Premier ministre de la République de Maurice ; M. Salim Ahmed Salim, secrétaire général de l'OUA ; Docteur Hamid Alabd, secrétaire général de l'OCI ; M. Jacques Diouf, directeur général de la FAO ; M. Babacar Ndiaye, président du Groupe de la Banque africaine de Développement ; Vice amiral Faye Gassama, secrétaire général de l'ANAD ; Docteur Menel Al Johani, secrétaire général de l'Assemblée mondiale de la Jeunesse musulmane ; M. Eddouard Benjamin, secrétaire exécutif de la CEDEAO ; Mme Cisse Mamou K. Scribe, secrétaire exécutif du CILSS ; Sa Majesté Bontou, Reine des Pays Bas ; S.E.M. Blaise Compaoré, président du Burkina Faso ; Sa Majesté Achote, empereur du Japon ; S.E.M. Lansana Conté, président de la République de Guinée ; S.E.M. Abour Rahmane Biswas, Pr. Populaire du Bangladesh ; S.E. Roman Herzog, Pr. Fédérale d'Allemagne ; Son Altesse Serenissime Rainier III, Prince de Monaco ; S.E. Hafez El-Assad, Pr. Arabe Syrien ; Sa Majesté Cabos Bin Said, Sultan d'Oman ; Sa Majesté Haji Hassanali Bolikh Sultan de Brunei Darussalam ; S.E.M. Saddam Hussein, président de la République d'Irak ; Sa Majesté Norodom Sihanouk, Roi du Cambodge ; S.E.M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du gouvernement de la République de Cuba ; S.E.M. Shankar Dayal Sharma, président de la République de l'Inde ; S.E.M. France Albert René, Pr. des Seychelles ; S.E.M. le général Than Shwe, président de l'Union Myanmar ; S.E.M. Mario Soares, Pr. Portugaise ; S.E.M. Mak-toum Bin Rashid Al Maktoum, vice-président, et Premier des Emirats Arabes Unis ; S.E.M. M. Khaleida Zia, PM de la République populaire du Bangladesh ; M. Ezer Weizman, président de l'Etat d'Israël.

(Suite en page 5)